

## **Allemagne. Dans l'attente du résultat de la consultation des adhérents du SPD sur la participation du parti à une nouvelle grande coalition avec les chrétiens-démocrates**

mardi 27 février 2018, par [Jérôme VAILLANT](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Jérôme VAILLANT](#), **Allemagne. Dans l'attente du résultat de la consultation des adhérents du SPD sur la participation du parti à une nouvelle grande coalition avec les chrétiens-démocrates**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 27 février 2018.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Comment comprendre cette semaine politique en Allemagne fédérale ? Quels sont les éléments et les enjeux du scrutin interne au SPD le 4 mars 2018 ? Quelles pourraient être ses suites ? Avec beaucoup de pédagogie, J. Vaillant nous donne les clés du jeu politique du pays le plus peuplé et le plus productif de l'UE.**

LORS de son congrès de Berlin le 26 février 2018, la CDU n'a pas seulement formellement approuvé, par seulement 27 voix contre, l'accord de gouvernement négocié avec les sociaux-démocrates. Elle s'est aussi donnée, sur proposition d'Angela Merkel, en la personne de la ministre-présidente sortante de Sarre, Annegret Kramp-Karrenbauer, une nouvelle secrétaire générale qui a fait l'unanimité. Elle a été élue avec 98,87% des voix. A. Merkel a ainsi signalé qu'elle refusait une droitisation du parti et entendait continuer de gouverner au centre. La chancelière, aujourd'hui encore à titre intérimaire, a également présenté les personnalités destinées à occuper, pour la CDU/CSU, les fonctions de ministres dans le futur gouvernement fédéral, ses choix ont fait taire le début de fronde sur sa droite en nommant à la santé Jens Spahn qui passe pour être son plus ambitieux adversaire potentiel. Elle a encore engagé un rajeunissement du parti comme on le lui demandait et entamé une réflexion pour remplacer d'ici deux ans le programme fondamental du parti vieux de dix ans. A. Merkel a repris la main et mis son parti en ordre de marche pour gouverner à la tête d'une nouvelle grande coalition – du moins si le SPD lui donne, au terme de la consultation de ses adhérents, son accord définitif.

Les 464 000 adhérents du SPD sont, en effet, appelés à dire depuis le 20 février 2018 si oui ou non, ils donnent leur feu vert pour gouverner à nouveau avec les chrétiens-démocrates. Le parti est profondément divisé, une petite moitié voyant dans le retour dans l'opposition la seule façon pour lui de se régénérer tandis que l'autre plus grande moitié pense que seul l'exercice du pouvoir lui rendra la confiance des Allemands. Le SPD connaît aujourd'hui une grave crise de confiance dont ses dirigeants mais aussi ses militants sont en partie eux-mêmes responsables.

Le SPD est un parti démoralisé et désorienté où la base ne sait plus à quel saint se vouer pour dire qui a raison ou qui a tort.

Alors que la délégation sociale-démocrate conduite par Martin Schulz a négocié un contrat de gouvernement dont tous les observateurs se sont accordés à dire qu'il portait largement la marque du SPD en politique sociale comme en politique européenne et lui accordait trois ministères essentiels ( les Affaires étrangères, les Finances et les Affaires sociales), il est apparu ensuite incapable de se concentrer sur la défense de cet acquis et s'est empêtré dans les querelles de personnes qu'il disait pourtant vouloir éviter. La responsabilité de Martin Schulz dans l'affaire a été considérable : croyant s'assurer le fauteuil des Affaires étrangères en renonçant à la présidence du parti au profit de l'actuelle présidente du groupe parlementaire à Berlin, Andrea Nahles, il a rompu une nouvelle fois la parole donnée puisque il avait exclu au lendemain des élections fédérales de septembre 2017 de participer à un gouvernement Merkel. De plus celui-ci n'a pas respecté les statuts du parti qui prévoient qu'en cas de démission du président, la fonction intérimaire échoit à un de ses vice-présidents. Il a

ainsi donné le sentiment de recourir à des accords négociés en catimini quand il prétendait vouloir rénover et démocratiser le parti. La polémique qu'il a déclenchée a finalement convaincu M. Schulz de renoncer à devenir ministre des Affaires étrangères après avoir renoncé à en être le président. Exit Martin Schulz alors qu'il devait conduire la campagne de promotion en faveur d'une grande coalition avec les chrétiens-démocrates contre la campagne fort habilement orchestrée par les Jeunes socialistes avec à leur tête un jeune président talentueux, Kevin Kühnert, sachant manier le verbe avec conviction.

Le SPD est un parti démoralisé et désorienté où la base ne sait plus à quel saint se vouer pour dire qui a raison ou qui a tort. Ce ne sont pas seulement les adhérents du SPD qui sont désorientés mais l'ensemble de l'électorat social-démocrate. Ce qui explique que le SPD perde des points de pourcentage par rapport à son score déjà désastreux de septembre 2017 (20,5%). Le journal *Bild Zeitung* (sondage INSA) l'a même placé à deux reprises, les 19 et 26 février 2018, derrière l'AfD (16%) qui le dépasserait d'un demi-point. Les partis de la grande coalition en gestation ne bénéficieraient plus que de 47,5% des intentions de vote des Allemands contre un résultat affiché de 53,4% en septembre 2017. Des sondages à peu près du même moment sont, à vrai dire, moins catastrophiques et donnent les deux partis CDU/CSU + SPD à 50 voire 52% des intentions de vote.

La direction du parti exprime la conviction que les adhérents du SPD formuleront un vote de raison et qu'elle pourra proclamer le 4 mars 2018 un résultat nettement positif à l'issue de la consultation de ses adhérents. Leur composition lui donne tendanciellement raison. Les moins de 40 ans ne représentent que 16% des membres du SPD, les 40-60 ans, 30% et les plus de 60 ans 54%. Ces pourcentages ne parlent pas en faveur d'un vote favorable au point de vue défendu par les Jeunes socialistes et la gauche du parti. En provoquant un mouvement d'adhésions sur le thème « Entre au SPD, vote contre la Groko », les Jeunes socialistes sont peut-être à l'origine des quelque 25 000 nouvelles adhésions enregistrées depuis le congrès de Bonn qui a décidé fin janvier 2018 l'ouverture de négociations avec les chrétiens-démocrates. Mais ces nouvelles adhésions ne devraient pas faire basculer le scrutin de façon décisive. La sur-représentation des services publics (42%) pourrait être également un indice en faveur de l'acceptation d'une nouvelle grande coalition tout comme la surreprésentation des Länder de l'Ouest par rapport à ceux de l'Est - qui pose en soi problème

Globalement, la structure des adhérents du SPD permet de penser que ceux-ci seront sensibles aux résultats obtenus par le SPD lors de ses négociations avec la CDU/CSU. Ils souhaiteront que l'Allemagne soit, après des mois d'atermoiement, enfin gouvernée par un gouvernement disposant de la majorité au Bundestag et que le risque serait beaucoup trop grand, politiquement mais aussi financièrement pour le SPD, d'affronter des élections anticipées.

En 2013, la même consultation, avec une participation de 78% de ses 475.000 adhérents d'alors, avait donné 76% de oui à la formation de la grande coalition 2013-2017. Si les réticences étaient déjà fortes à l'époque, c'est un vote de raison qui l'avait emporté. La situation est, un peu plus de quatre ans plus tard, certes différente, parce qu'il y a redondance et surtout parce que l'opposition à la Groko est plus structurée au sein d'un parti dominé par le doute. S'il est difficile de faire un pronostic chiffré sur le résultat de la consultation, il semble plutôt prévisible que le oui l'emporte, peut-être même dans des proportions supérieures aux 56% de oui qui se sont exprimés lors du congrès extraordinaire de Bonn fin janvier 2018.

PS en date du 4 mars 2018 : Le résultat du vote du SPD est maintenant connu : 66% pour le oui, 33% pour le non, participation de 78%, la même qu'en 2013, mais cette-fois-là le oui l'avait emporté avec près de 76% des votes.

Un vote négatif le 4 mars 2018 ne serait pourtant pas la fin de tout. Certes, un tel résultat engendrerait une période d'instabilité et la grande coalition ne verrait pas le jour. Angela Merkel devrait affronter le vote du parlement et sans doute ne pas être élue lors des deux premiers tours puisque elle ne devrait pas obtenir la majorité qualifiée des membres du Bundestag. Elle pourrait, en revanche, être élue au troisième tour à la majorité relative. Cette situation ouvrirait la porte à deux possibilités : soit la formation sous sa direction d'un gouvernement chrétien-démocrate minoritaire, solution que celle-ci a jusqu'à maintenant rejetée, mais cette possibilité existe ; soit sur décision du président fédéral, l'organisation d'élections anticipées, possibilité que la chancelière n'a pas non plus exclue. C'est une des raisons pour lesquelles celle-ci a tenu à mettre son parti en ordre de marche, ou de bataille, comme on veut.

Dans la perspective d'élections anticipées, il est deux partis qui pourraient tirer profit des doutes qui parcourent le pays : c'est l'AfD puisque, « en cas d'élections dimanche prochain », celle-ci progresserait, selon les sondages, de deux à trois points depuis les élections de septembre 2017. Mais ce sont davantage encore les Verts qui passeraient de 8,9% à potentiellement 12-13% soit une progression de trois à quatre points, trop peu remarquée par les observateurs. La Gauche (Die Linke) ne croîtrait que de deux points quand les Libéraux, sanctionnés pour avoir fait échouer les négociations en vue de former une coalition aux couleurs de la Jamaïque (noir-jaune-verts pour la CDU/CSU+ le FDP + les Verts), perdraient environ deux points.

[L'Allemagne](#) est-elle [en train de devenir ingouvernable ?](#) L'affirmer serait hâtif et précipité. Le cadre constitutionnel donne au parlement les instruments pour régler, sous le contrôle du président fédéral, ce type de crise. Les solutions, certes, ne peuvent pas être aussi rapides qu'auparavant, en raison de la présence désormais de 6 groupes parlementaires au Bundestag. La situation dans les Länder montre que la solution se trouve dans la démultiplication des combinaisons possibles pour former des gouvernements dès l'instant que tous les partis démocratiques acceptent de former entre eux des coalitions de gouvernement. C'était le message du président fédéral, Frank-Walter Steinmeier, aux partis et en particulier à l'adresse du parti dont lui-même est issu, le SPD : briguer les suffrages des électeurs c'est accepter d'assumer les responsabilités de gouverner. Avec cependant des exclusions selon les partis : la Gauche n'est pas acceptable pour les chrétiens-démocrates, elle ne l'est pas encore pour le SPD au niveau fédéral, mais elle l'est déjà dans trois Länder (Berlin, le Brandebourg et la Thuringe). Quant à l'AfD que tous entendent combattre, elle n'est aujourd'hui acceptable pour aucun autre parti, aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau des Länder.

*Copyright Février 2018-Vaillant/Diploweb.com*

---

**P.-S.**

Professeur émérite de civilisation allemande contemporaine de l'Université de Lille SHS et

directeur de la revue *Allemagne d'aujourd'hui* (Lille), il participe aujourd'hui à l'expertise sur l'Allemagne pour des publications en ligne telles que *The conversation* (France) et *Atlantico* ainsi que pour des stations de radio telles que *France culture*, *Rfi*, *Deutsch Welle*.